

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p. 2 : International / p.3 à 6 : Place au débat (Le Conseil d'orientation des Retraites) / p.7 et 8 : Déclaration des enseignants d'un lycée d'Ile-de-France à leurs élèves à la suite de l'assassinat de Samuel Paty

L'EDITO



Qu'est-ce que la gauche ?

Pourquoi est-ce que je pose cette question ? Mais parce qu'elle est cruellement d'actualité quand certains voudraient imposer comme « progressiste » la division entre les individus au nom de leur sexe, de leur prétendue race ou de leur supposée

religion, quand, au nom de la modernité, on a, depuis plus de 40 ans maintenant, détricoté méthodiquement tout ce qui permettait à chacun, quelle que soit sa fortune, d'avoir accès à la vie citoyenne, économique et sociale.

La gauche, c'est donc d'abord le respect du citoyen. De l'Homme (homme ou femme) *élevé* -au sens littéral- dans la raison et ainsi capable par le savoir qu'on lui a transmis de développer une réflexion personnelle en dehors de tout dogme, une réflexion libérée de tout ghetto « culturel » d'origine ou/et imposé.

La gauche, c'est de permettre à chacun de vivre de son travail, sans avoir de craintes vis-à-vis des fins de mois, sans que ce travail avilisse ou rende malade. C'est de faire que la loi veille à instaurer des rapports professionnels corrects et un salaire décent et non remis en question. C'est aussi de promouvoir l'accès de chacun au repos et aux loisirs.

La gauche, c'est que la communauté nationale, la seule reconnue par tous, prenne en charge ceux qui sont la proie de difficultés passagères ou durables. Que ce soit pour la maladie, le handicap ou la perte temporaire d'emploi. Et qu'une vieillesse confortable et à l'abri du besoin soit possible. La gauche, c'est que chaque enfant, chaque adolescent, chaque jeune, garçon ou fille, ait accès à une éducation laïque, obligatoire et gratuite. Une école exigeante et de qualité.

La gauche, c'est que le libre débat puisse avoir lieu et les idées se bousculer sans la menace du dogme, de la bien-pensance ou de l'accusation de blasphème.

La gauche, c'est tout ça... et bien autre chose, mais d'abord tout ça.

La gauche, c'est la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

Mais cette gauche n'existe pas si elle en reste aux intentions et aux belles paroles.

La vérité de la gauche se mesure à son courage.

Une gauche qui se soumet aux lois du capital, aux volontés des puissants au prétexte « qu'on ne peut pas faire autrement » n'est pas la gauche.

Une gauche qui a peur d'elle-même, qui oublie ses racines républicaines et socialistes n'est pas la gauche.

Une gauche qui n'a pas le premier souci des besoins et aspirations du peuple plutôt que des sollicitations et quémandages des élites n'est pas la gauche.

Une gauche qui adopte les façons de penser et d'agir de ses adversaires n'est pas la gauche.

Car la gauche se reconnaît à travers les outils qu'elle se donne pour être à la hauteur de ses devoirs et des espérances.

Un Etat, outil de planification, de perspectives, facteur d'égalité territoriale avec des transports collectifs modernes et respectueux de l'environnement, desservant l'ensemble de nos communes, des services publics nationaux forts et implantés dans tous les territoires, une puissance publique organisant la relocalisation de nos industries et de nos emplois y compris sous son contrôle direct, en prenant en compte les divers intérêts économiques, sociaux et environnementaux de la population.

Une fiscalité juste et progressive, « répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ». Les entreprises et leurs actionnaires doivent contribuer largement à la richesse commune dont ils bénéficient.

Une Ecole permettant à chaque enfant, fille ou garçon, d'acquérir une éducation et des savoirs qui feront de lui une citoyenne, un citoyen conscient de ses droits et de ses devoirs avec une formation professionnelle débouchant sur des emplois de qualité ;

Une organisation sanitaire offrant à tous, quelles que soient ses possibilités financières, des soins de santé et des prises en charge hospitalières efficaces ainsi qu'une réponse aux pandémies, en préservant et en revivifiant la **Sécurité sociale** qu'ont voulu nos anciens à la sortie de la 2nde guerre mondiale ;

La **nationalisation** doit redevenir l'outil privilégié de la gauche, qui pour l'instant, au mieux, se cache derrière l'expression fourretout de « Pôle public ».

Les grands secteurs de la recherche industrielle et les laboratoires pharmaceutiques doivent faire l'objet de prise de

contrôle public afin qu'ils travaillent au profit de l'ensemble de la Nation et non pas au profit de quelques actionnaires.

Tout ceci est bien loin de ce que nous vivons. Le macronisme, au contraire, dans la droite ligne de son prédécesseur, Giscard dont il est bienséant aujourd'hui de vanter la « modernité », s'acharne à détruire tout ce qui a fait notre pays.

Ce qui est plus grave, c'est qu'une fausse gauche a poursuivi longuement, consciemment ou pas, ce même chemin. Ce qui serait plus grave encore, c'est que la gauche des partis, des syndicats et des associations ne soit pas capable aujourd'hui, par bêtise ou par paresse, d'en ouvrir un autre.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le mois écoulé a été chargé en mouvements sociaux chez nos voisins. Une nouvelle occasion de démontrer qu'il n'y a pas qu'en France qu'on fait grève, contrairement à ce que prétendent les libéraux... et que l'épidémie de coronavirus ne doit pas permettre au patronat de tout faire !

ALLEMAGNE : Le 26 novembre 2020, la moitié des centres logistiques d'Amazon étaient en grève en Allemagne. Plusieurs centaines d'employés d'Amazon en grève à la veille du Black Friday ! Les centres de Coblenz et de Leipzig sont à l'arrêt. Les salariés revendiquent une convention collective pour gagner plus en période de forte activité

ITALIE :

***Grève le 5 novembre dans la métallurgie italienne** pour la défense de l'emploi et la relance de l'industrie métallurgique, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et des droits, la sécurité et la santé au travail, la stabilisation de l'emploi et des conditions de l'emploi, la reconnaissance des compétences professionnelles, la négociation sur le télétravail et sur la conciliation de la vie privée et du travail

***Grève dans les services publics le mercredi 9 décembre.** Etaient concernés : les écoles, les administrations générales, les hôpitaux (compte tenu du contexte sanitaire, les syndicats se sont engagés à ne pas perturber les soins d'urgence). Les syndicats réclament des revalorisations salariales et une résorption de la précarité 450 000 emplois précaires qui doivent être titularisés

***Les femmes de ménage en grève** pour exiger le renouvellement de la convention collective concernant 650 000 travailleurs du ménage, un secteur hautement féminisé. A l'ordre du jour également l'égalité salariale hommes/femmes.

***Grève nationale le 25 novembre, chez ArcelorMittal pour défendre l'emploi.** Il s'agit d'exiger d'ArcelorMittal et du gouvernement italien de décider d'urgence de l'avenir du groupe afin de garantir les droits et les intérêts de ses travailleurs et travailleuses en Italie, alors qu'ArcelorMittal a progressivement affaibli ce site jusqu'à ce qu'il devienne non viable

***Transports aériens et ferroviaires les 24 et 25 novembre** Un mouvement général national affectera notamment les opérations d'Alitalia le vendredi. Les transports ferroviaires étaient en action dès le jeudi à

21h00.

Les transports ferroviaires italiens en grève pour 24 heures à partir du jeudi 24 novembre 21h00.

BELGIQUE :

Le 1er décembre, la FGTB organise des arrêts de travail "partout en Belgique pour sensibiliser les travailleuses et travailleurs", après la condamnation par le tribunal correctionnel de Liège de 17 militants à des peines allant de 15 jours à un mois de prison avec sursis et des amendes de 600 euros, en lien avec une action de blocage menée il y a cinq ans. "Cette décision est une atteinte extrêmement grave au droit de grève et une menace pour tous les mouvements sociaux, pour toute personne qui participe à une mobilisation dans l'espace public", dénonce le syndicat.

***Hygea: Grève des agents de ramassage des poubelles**

Les agents de l'intercommunale ont mené un mouvement pour réclamer que les 68.000 euros de prime liée au coronavirus et au premier confinement (de la mi-mars à la mi-mai). Cette action se reproduira tous les jours, tant que gain de cause ne sera pas obtenu.

***Grève des crèches à Charleroi** Les représentants syndicaux du personnel de la Ville de Charleroi tirent la sonnette d'alarme et dénoncent un manque de moyens, un manque de personnel et un manque de considération du personnel. Ils ont décidé de passer à l'action en front commun.

***Coronavirus: grève au Colruyt de Verviers**

Les travailleurs magasins Colruyt de la région liégeoise estiment que leurs demandes de compensations pour le travail fourni en pleine crise du coronavirus n'ont pas été prises en compte. Ils réclament une augmentation de 4€ des chèques-repas, 1/2h de récupération supplémentaire par jour, l'interdiction des sacs afin de limiter les risques de contamination et l'application de la Convention collective qui permet aux plus de 45 ans d'avoir plus de temps de récupération. Autant de mesures, adoptées au printemps, mais qui ont été suspendues depuis le 30 juin.

PLACE AU DEBAT

AUSTERITE, RETOUR de la REFORME DES RETRAITES

Par Jean-Claude Chailley

Du « quoiqu'il en coûte » à... 20 ans d'austérité pour « rembourser la dette Covid »

La pandémie n'est pas encore jugulée que Bruno Le Maire martèle : « une dette ça se rembourse », « il faudra 20 ans pour rembourser la dette ».

E. Macron disait « nous sommes en guerre ». B. Le Maire nous promet 20 ans de sueur, de sang et de larmes. MM Darmanin et Dupont Moretti s'en donnent les moyens.

La pandémie nous rappelle les fondamentaux : c'est le travail qui crée les richesses

Pendant la pandémie de nombreux secteurs ont été touchés : moins de travail, c'est moins de richesses créées ; La décroissance est brutale : le PIB plonge de 10 % en 2020 (1).

Le PIB c'est abstrait, mais les conséquences sont concrètes. Explosion du chômage, de la pauvreté, moins de salaires, moins de cotisations, moins d'impôts et taxes pour financer la protection sociale, les services publics.

Sécurité sociale : - 51 Md en 2020, - 35 Md en 2021

Finances publiques : - 228 Md en 2020, - 161 Md en 2021

Donc la dette croit vite, vers 120 % du PIB, contre un objectif de 60 % (traités européens)

Est-ce qu'une dette « ça se rembourse » comme l'affirme M Le Maire ?

- Pour un particulier oui
- **Pour un Etat NON.** Le niveau de la dette est tel que c'est de toute façon impossible.

Au fur et à mesure que des emprunts arrivent à échéance **on réemprunte**, ça s'appelle « faire rouler la dette »

M Le Maire, M Dussopt, le savent, c'est dans leurs responsabilités directes. **M Le Maire, au nom du gouvernement, assène délibérément une contre-vérité.**

- Mais ça ne veut pas dire non plus qu'il n'y a pas de limite.

Avec la crise de 2008, puis l'actuelle, les banques centrales font fonctionner « la planche à billets, la création monétaire qui ne correspond pas à des richesses. Et ce sont des sommes gigantesques, des milliers de milliards.

Il n'y a pas besoin d'être bac + 10 en économie pour savoir qu'il y a forcément des limites : avec les moyens informatiques on pourrait créditer chaque compte en banque de la planète de 1 million d'euros ou de 1 milliard d'euros, en quelques secondes. Lorsqu'on dépasse trop le raisonnable, ça se termine mal : assignats de la Révolution française, inflation galopante en Allemagne après la 1^{ère} guerre mondiale, Argentine... Il y a une raison : **fondamentalement c'est le travail qui crée les richesses, pas les manipulations monétaires. Il faut donc arrêter les plans sociaux et créer de l'emploi...**

« Les 3 manières de rembourser la dette » de Bruno Le Maire :

- « La croissance »
- « Les Réformes de structure »
- « La Responsabilité sur les finances publiques »
- **La croissance serait effectivement la solution** : des embauches massives de personnels, bien formés, avec des rémunérations correctes, créant les richesses socialement et écologiquement utiles. **Ça implique un changement total de politique, un « jour d'après » qui ne soit pas le jour d'avant en pire.**
- **Les « réformes de structure », la « responsabilité sur les finances publiques », c'est le jour d'avant en pire, la stratégie du choc** : démantèlements, privatisations, licenciements, coupes sans fin sur les budgets protection sociale et services publics,...

Pourtant beaucoup a déjà été fait, et pas seulement dans la santé.

Exemple l'éducation : en conséquence des multiples réformes la France est dernière d'Europe en mathématiques. « Il y a une pente à remonter » s'est borné à dire le premier ministrable, M Blanquer, qui poursuit ses désastreuses réformes.

L'argent coule à flots pour les entreprises, pour les banques, pour leurs actionnaires.

Il n'y a aucun contrôle, et d'ailleurs en général le contrôle est impossible, sauf par ceux qui sont directement impliqués par leurs responsabilités professionnelles.

Quant à nous, il faut « rembourser » des sommes qui ne se remboursent pas, et ça commence déjà.

→ **La dette est brandie pour donner une apparence de bon sens, de caractère incontournable, à la destruction de ce qui reste de notre modèle social, à au moins 20 ans d'austérité à un niveau jamais atteint depuis la dernière guerre.**

→ **MM Le Maire et Macron agissent en parfaite osmose avec le MEDEF, avec la Commission européenne qui met déjà la pression sur la France et l'Italie.**

« Prioritaire » : LA REFORME DES RETRAITES, LE RETOUR

- **Olivier Véran (8/10): « il faut aller au bout de la réforme des retraites »**
- **Bruno Le Maire (25/11): "Nous devons rester responsables sur les finances publiques. Les réformes de structures qui nous permettront d'être plus efficaces" sont donc toujours à l'ordre du jour, notamment "la réforme des retraites qui reste prioritaire à mes yeux »**
- **L'opposition (?) LR n'est pas en reste : au Sénat elle vote la retraite à 63 ans et 43 annuités dès la génération 1975.**

2 excellentes raisons pour le gouvernement et le MEDEF

- Dépenses du système de retraite : 330 milliards en 2019
- Les retraites concentrent l'essentiel de ce qui reste de cotisations sociales : 263 Md,

Avec le Covid la branche retraite de la Sécurité sociale qui était équilibrée (équilibre acquis au détriment des retraité-e-s) plonge :

Milliards €	2018	2019	-2020	2021	2022	2023	2024
Recettes	236,6	240,0	236,6	242,9	249,3	254,7	260,6
Dépenses	236,7	241,3	247,0	251,9	257,0	263,6	271,4
Solde	-0,1	-1,3	-10,3	-9,0	-7,6	-8,9	-10,8

► Dans l'immédiat le PLFSS 2021, déjà voté, prévoit la **reprise de toutes les dettes sociales - 136 Md ou plus - par la CADES**. On continuera donc à verser 16 / 17 Md de **CRDS** chaque année, **au moins jusqu'en 2033**, pour **rembourser jusqu'au dernier centime la dette Covid et autres** (reprise de 1/3 de la dette de l'hôpital au lieu de reprise par l'Etat comme promis)...

Le Covid fait plonger tous les régimes de retraite, les retraites complémentaires, Agirc-Arrco, ...

Le COR – Conseil d'Orientation des Retraites – estime le solde de l'ensemble des régimes de retraite à – 23,5 Md en 2020, solde aggravé depuis.

► Il est d'ores et déjà acté qu'il n'y aura pas de revalorisation de l'Agirc-Arrco en 2021 qui représente à peu près la moitié du montant des pensions pour les salariés du privé.

Les fort classiques analyses du Conseil d'Orientation des Retraites (COR)

Sachant le dossier explosif le COR prétend apporter des éléments « techniques » pour les décideurs.

C'est en partie exact : pour évaluer les ressources nécessaires il faut des hypothèses : démographiques (fécondité, espérance de vie, état sanitaire, apport de l'immigration...), économiques et sociales (croissance, évolution des salaires, du taux de chômage, âge de départ à la retraite, taux de cotisation...), etc.

Mais à travers l'ensemble des hypothèses un choix idéologique est fait : se situer dans le cadre de la politique des gouvernements successifs pour les années et décennies à venir.

► **Le résultat est clair : il n'y a aucune hypothèse qui réponde, et de loin, aux revendications des actifs et retraités** : revalorisation des retraites, retraite à 60 ans ni même à 61, 62 ans, taux de remplacement de 75 %, égalité femmes-hommes...

► **Dans toutes les hypothèses c'est travailler plus vieux pour une baisse continue des pensions.**

A la différence du COR, pour nous, la pension est un DROIT.

▪ **Le COR ignore complètement la notion de droit, il compte en % du PIB, faisant subir aux retraité-e-s les conséquences des crises.**

Pour le COR ce qui compte c'est le budget global annuel en % du PIB, et non la pension à laquelle chaque retraité-e a droit.

Avec la crise de 2008 et la crise Covid ça s'aggrave : la perte en PIB due au Covid va se répercuter pendant de longues années. En conséquence avec le même % du PIB, par exemple 14 %, si le PIB baisse de 10 %, les pensions devraient baisser de 10 % .

▪ **Les DROITS à la pension sont acquis par les COTISATIONS versées pendant la vie active.**

Pour nous les cotisations doivent permettre d'assurer un taux de remplacement de 75 %. C'est possible : exonérations de cotisations dites patronales de 70 – 90 Md cette année, création d'emplois, augmentation des salaires, égalité femmes- hommes,...

▪ **Pour le COR la retraite à 60 ans n'existera plus jamais.** Elle est même hors sujet.

Les interventions se multiplient dans les médias pour aller rapidement vers 65 ans.

▪ **Pour le COR le rattrapage des pensions, la ré-indexation des retraites sur le salaire moyen ne sont même pas envisagés.** Egalement hors sujet.

▪ **L'inégalité femmes-hommes se poursuivra à perpétuité** : même en comptant les majorations pour 3 enfants et la réversion (budget 36 Md, fortement menacé par la réforme à points...), l'écart de 24 % en 2018 resterait encore de 12 % en 2070.

▪ **Le COR ignore complètement la notion de droit, il lui oppose le « niveau de vie »**

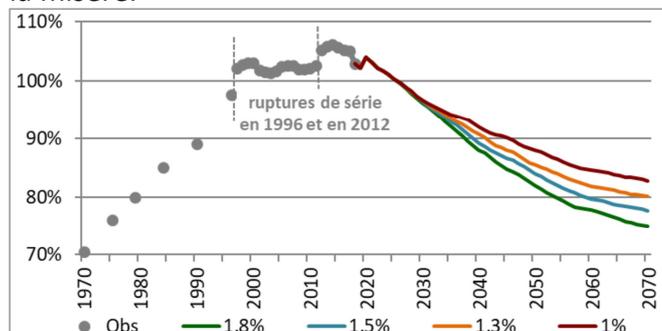
➔ **Le but : faire passer les retraités pour aisés, c'est de passer le message que c'est « équitable » de baisser les retraites.**

Réalité (Drees). Pensions 2017 : 1567 € brut, femmes 1356 €, hommes 1798 €

Le niveau de vie (moyenne qui inclut les milliardaires) est une notion fondamentalement différente des salaires ou des pensions. .

La pension est un droit acquis par les cotisations, comme le salaire par le travail.

Le niveau de vie dépend d'autres facteurs. Si un retraité s'est serré la ceinture toute sa vie pour ne rien avoir à demander à ses enfants, ce n'est pas pour être pénalisé, de surcroît au nom de la solidarité avec les jeunes. Si les jeunes sont dans la galère, c'est à cause de cette même politique qui met les vieux dans la misère.

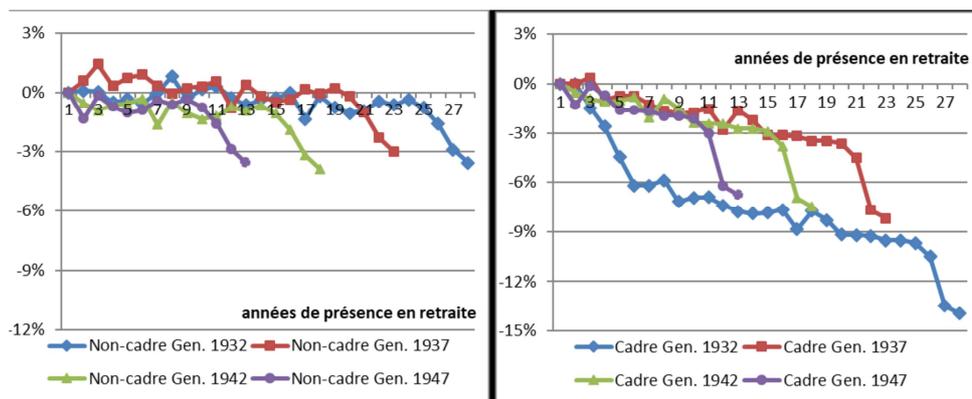


Baisse du « niveau de vie » de 20 / 25 % !

▪ **Nivellement par le bas.**

Au cours des 25 dernières années **tous les retraités ont vu leur pouvoir d'achat baisser.** Mais c'est **beaucoup plus brutal pour les cadres.**

➔ C'est la logique de toutes les réformes de la protection sociale, la copie du modèle des Etats Unis : **aller un filet de sécurité pour pauvres, et le privé pour ceux qui – à grands frais – complèteraient par du privé.**



Les retraites sont donc de nouveau dans le collimateur de Macron, du MEDEF.

Le Covid a suspendu le conflit sur la réforme à points, **massivement rejetée**. Une réforme des retraites est de nouveau annoncée avec les mêmes objectifs : réduire le « cout du travail qui inclut les cotisations « patronales », faire des économies, obliger à prendre des produits d'épargne retraite / fonds de pension...

Le choix de la méthode ne paraît pas tranché : reprise de la réforme à points ou autres « paramètres » : les libéraux sont divisés sur ce choix.

La crainte des mobilisations est omniprésente. Parmi beaucoup d'autres, dans l'émission Les Experts de BFM Business, l'animateur, N Doze, âme damnée du patronat, pose sans cesse la même question à ses interlocuteurs : « faut-il oser rouvrir ce dossier ?

Ils ont raison de craindre les mobilisations

Pour notre part c'est NON à leurs réformes, OUI à nos revendications

(1) Le PIB, les « richesses » produites dans l'année, évaluées au prix du marché, est un indicateur global. La construction d'un hôpital, de Flash-Balls, d'un logement social, sont comptabilisés de la même façon.

ACTUALITE SOCIALE



Victoire à l'Hôtel-Dieu de Paris !

La direction de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris a essayé de prétexter de la crise sanitaire pour fermer définitivement le service des urgences de l'Hôtel-Dieu. Et ceci alors que cet hôpital est déjà bien amputé par les précédentes décisions de l'AP-HP comme du ministère de la santé.

Une forte mobilisation des personnels -qui ont reçu le soutien de l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF et UNL d'Île-de-France après que les manifestants aient été verbalisés par les

policiers du Préfet Lallemand- a contraint le directeur général, Martin Hirsch, à annoncer la réouverture des urgences de cet hôpital pour le 16 décembre 2020.

Une victoire qui en appelle d'autres : n'oublions pas que la direction a toujours le projet de vendre une partie des locaux du plus vieux établissement parisien... récemment rénové !

ACTUALITE LAÏQUE

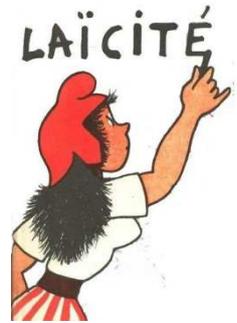
En commémoration de la loi du 9 décembre 1905, nous publions, ci-dessous, la
Déclaration des enseignants d'un lycée d'Ile-de-France à leurs élèves
à la suite de l'assassinat de Samuel Paty :

Bonjour à tous,

Le vendredi 16 octobre, juste avant les vacances de la Toussaint, à Conflans-Sainte-Honorine, un professeur d'histoire-géographie a été assassiné par un terroriste islamiste. Ce professeur, Samuel Paty, est mort dans des conditions horribles, décapité par l'assassin qui l'avait pris pour cible.

Jamais, jusqu'à présent, en France, un professeur n'avait été assassiné pour la seule raison que son enseignement déplaisait à certains. C'est un événement extrêmement grave face auquel nous ne pouvons pas rester sans réagir, et c'est la raison pour laquelle nous sommes réunis ce matin/cet après-midi.

Samuel Paty ne faisait qu'exercer son métier. En montrant des caricatures de Mahomet à ses élèves, il ne cherchait pas à les choquer, mais uniquement à les faire réfléchir sur la liberté d'expression. Nous avons tous entendu parler de ces caricatures qui avaient été publiées dans un journal danois, puis dans le journal satirique Charlie Hebdo. Un procès se tient en ce moment pour juger les présumés complices des auteurs de l'attentat du 7 janvier 2015, où les journalistes de Charlie Hebdo ont été massacrés par des terroristes islamistes pour avoir publié ces caricatures. Ce professeur, comme nous le faisons souvent en Éducation Morale et Civique, partait d'un fait d'actualité pour amener sa classe à réfléchir sur des valeurs qu'il est important de considérer lorsque l'on est citoyen d'un pays démocratique comme la France.



Il faut être très clair là-dessus : oui, dans une démocratie, on est libre de critiquer une religion ou de s'en moquer. On a le droit de représenter un personnage historique par un dessin, même si ce personnage est considéré comme sacré par certains croyants. Cela fait partie de la liberté d'expression, et ce n'est pas négociable. Les croyants dont la religion est critiquée, moquée ou caricaturée doivent accepter que certains de leurs concitoyens ne pensent pas comme eux, que beaucoup ne partagent pas leurs croyances et que ceux qui ne partagent pas leurs croyances ont le droit d'exprimer eux aussi leurs convictions sans être assassinés.

Ceux qui ne veulent pas comprendre cela, ceux qui ne veulent pas accepter les lois et les valeurs de la République française n'ont pas leur place dans notre communauté civique. Ceux qui pensent, « *tout de même, il l'a bien cherché, il n'aurait pas dû monter ces caricatures* » doivent bien comprendre qu'ils n'expriment pas une opinion acceptable : ils approuvent des meurtriers, des terroristes, ils participent à la diffusion de leur idéologie totalitaire. Enfin, ceux qui pensent que l'on doit se taire pour ne pas froisser la susceptibilité de certains croyants, espérant par cette concession qu'une telle horreur ne se reproduira plus, ne comprennent rien à la psychologie des fanatiques : chaque concession que nous leur faisons les encourage à exiger toujours plus. Cela ne s'arrêtera que si nous défendons fermement nos principes.

L'événement monstrueux qui a eu lieu nous oblige à tous réfléchir sur la façon dont nous nous conduisons. Nous avons vu qu'une vidéo postée sur les réseaux sociaux par un parent d'élève mécontent de cet enseignant est à l'origine du meurtre de Samuel Paty. Ce parent désignait l'enseignant à la vindicte de tous et il a suffi qu'un fanatique tombe dessus pour que le pire se produise. Cela doit nous inciter à faire preuve de la plus grande prudence et de la plus grande responsabilité lorsque nous utilisons les réseaux sociaux. Une parole maladroite, des propos stupides et diffamatoires peuvent conduire aux résultats les plus atroces, nous le savons désormais.

Il faut avoir le courage et la clairvoyance d'utiliser les mots qui permettent de nommer les menaces du temps présent. Le mot « *islamisme* » nous permet de désigner l'une de ces menaces, et une menace de premier plan. Il ne faut pas avoir peur de nommer le problème auquel nous faisons face. L'islamisme consiste à appliquer à la lettre la charia, un code de loi musulman originaire du

VIIe siècle. Ce texte peut être utilisé, par exemple, pour affirmer l'infériorité des femmes par rapport aux hommes, justifier les châtiments corporels, interdire de changer de religion. L'islamisme, c'est transformer une religion, l'islam, en idéologie politique, une idéologie totalitaire, que certains sont prêts à imposer par la terreur.

Condamner l'islamisme ne revient pas à condamner l'ensemble des musulmans. Vous ne devez pas craindre d'être accusés de racisme ou d'intolérance en rejetant les idées et les actes des islamistes. La religion n'est pas dans les gènes, nous choisissons d'y croire librement, cela n'a rien à voir avec l'idée de racisme. Un raciste condamne l'autre du fait de son apparence, de sa couleur de peau, dont la victime de racisme n'est pas responsable. La petite minorité de musulmans qui sont devenus islamistes ont fait un choix libre, qui ne dépend que d'eux, que l'on peut donc critiquer et combattre. Le choix qu'ont fait les islamistes mérite d'autant plus d'être combattu par tous qu'ils causent aussi beaucoup de tort aux musulmans qui ont choisi de vivre leur foi de façon bienveillante et tolérante.

Nous avons vu de quoi les islamistes sont capables dans les territoires qu'ils contrôlaient, en Afghanistan, en Syrie, en Irak. Qui que vous soyez, quoi que vous pensiez, quels que soient vos goûts et vos centres d'intérêt, ils viendront vous empêcher de vivre librement. Vous aimez lire ? Ils vous interdiront toute lecture sauf celle des textes sacrés. Vous aimez l'art ? ils détruisent les œuvres d'art du passé, et vous empêcheront d'en créer de nouvelles. Vous aimez le sport ? Si vous êtes une fille, oubliez, c'est interdit pour vous. Si vous êtes un garçon, les activités physiques se limiteront à l'entraînement au combat pour vous préparer à mourir au nom de la religion. Vous aimez discuter de tout et de rien avec vos amis ? Attention, chaque parole peut vous coûter la vie. Vous aimez la musique, faire la fête et danser ? Oubliez, ou ils vous conduiront tout droit à la mort à l'aide des instruments tranchants qu'ils affectionnent. La joie, la culture, la liberté s'éteignent partout où ils étendent leur ombre.

Mais si vous ne vous laissez pas paralyser par la peur, votre génération sera peut-être celle qui parviendra à surmonter cette menace. Celle qui aura montré, par sa calme détermination, qu'elle ne tombera jamais dans le repli sur soi et la crainte de s'exprimer, ces pièges tendus par les fanatiques. Tout au contraire. Vous irez vers les autres. Vous viendrez leur apporter vos idées, vous leur ferez part de votre façon d'envisager l'existence, sans jamais vous imposer par la force. Vous saurez aussi écouter ce que les autres vous diront, respecter leur point de vue, partager des moments d'échange et construire des projets avec eux. C'est cela, la liberté d'expression.

En attendant, pour qu'un jour nous puissions sortir de cette succession d'attentats intolérables, il faut être forts. Intellectuellement. Moralement. Ce n'est que si nous sommes solides et unis dans la défense de nos valeurs que l'ennemi arrêtera sa progression. C'est à cela que nous, les professeurs, essayons de vous préparer, en vous transmettant des connaissances et en vous aidant à développer votre capacité à réfléchir par vous-mêmes et à argumenter. Il est de notre devoir de continuer à le faire.

Nous espérons que vous nous comprenez. Nous espérons que vous nous soutenez. Nous comptons sur vous.

Merci de votre attention.

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

<p>Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901</p> <p>Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS Tel : 06 33 82 05 15</p> <p>Site Internet : www.resistancesociale.fr Courriel : webmaster@resistancesociale.fr Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE</p>	<p>NOM PRENOM :</p> <p>ADRESSE :</p> <p>TEL : Portable :</p> <p>E-mail :</p> <p><input type="checkbox"/> J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros <input type="checkbox"/> Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros</p> <p>À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)</p>
--	---